

***« Gaawa fu djanga ekool ! »
Va vite apprendre à l'école !***

**Compte rendu de la mission Sénégal avril 2003
Solidarité Normalienne**

Association Solidarité Normalienne
Ecole Normale Supérieure de Cachan
66, rue Camille Desmoulins
94 230 CACHAN
sono@rip.ens-cachan.fr

Contact : senegal@crans.org
Bertrand Meyer : 06 88 23 02 90

Fiche projet

Nom du projet :

« *Gaawa fu djanga ekool ! Va vite apprendre à l'école !* »

Nature :

Construction d'une école (une classe et toilettes).

Localisation :

Dobour, quartier rattaché à Kirène dans la communauté rurale de Diass, département de M'Bour.

Objectifs :

- A court terme : favoriser l'accès à l'école des enfants de Dobour, dont le taux de scolarisation est nettement plus faible que celui des villages environnants.
- A plus long terme : garantir les conditions préalables au développement, ralentir l'exode rural, faciliter la gestion des projets économiques déjà en place (moulin à mil par exemple) par la présence d'enfants du pays formés et compétents.

Déroulement du projet :

Été 2002 : mission exploratoire (lors du suivi des précédents projets).

Décembre 2002 - février 2003 : recherche de financements, sensibilisation.

Avril 2003 : Travaux de construction.

Budget :

Construction de l'école :

Autres projets :

Sommaire :

Fiche projet	2
Sommaire	4
Les membres partis en mission	5
Quelques repères	6
1. La nouvelle école de Dobour	7
1.1 Rappel des motivations de la construction	7
1.2 Le chantier	7
1.3 Une école qui fonctionne déjà	9
1.4 L'avenir de l'école	9
2. Les activités en marge de la construction de l'école : actions concrètes, suivis de projet ou rencontres	11
2.1 Le développement économique	12
2.1.1 Le GIE de Dobour	12
2.1.2 Le GIE de Bandia Cèssène	14
2.1.3 La Sismar	18
2.1.4 L'abri à céréales	18
2.2.5 Le GIE de Bandia M'Bambara	19
2.2 La santé	21
2.2.1 La case de Santé de Bandia Cessène	21
2.2.2 Le poste de santé de Kirène	22
2.3 L'éducation	23
2.3.1 L'école et la bibliothèque de Bandia	23
2.3.2 L'école de Kirène	25
2.3.3 Les cours d'alphabétisation en sérère	26
2.3.4 La case des tous petits de Diass	27
2.4 Les acteurs du développement dans la communauté rurale de Diass	28
2.4.1 Le conseil communautaire	28
2.4.2 L'association Xun Pang	28
3. Le bilan financier	31
4. Les perspectives	32
4.1 Le suivi de la batteuse et du moulin	32
4.2 Le problème de l'eau	32
4.3 Le projet de miellerie	33
Récapitulatif	36
Remerciements	37
Annexes	39

Les membres de la mission :

Cette année, des représentants de Solidarité Normalienne se sont rendus à deux reprises au Sénégal pour suivre les activités de l'association.

La première mission a eu lieu du vendredi 11 avril au lundi 28 avril 2003. L'équipe était composée des membres suivants :

➤ **Renaud Danflous**, 22 ans,

Elève en première année au Département Mathématique de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan.

➤ **Bertrand Meyer**, 20 ans,

Elève en première année au Département Mathématique de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan.

➤ **Ismaël Souderes**, 20 ans,

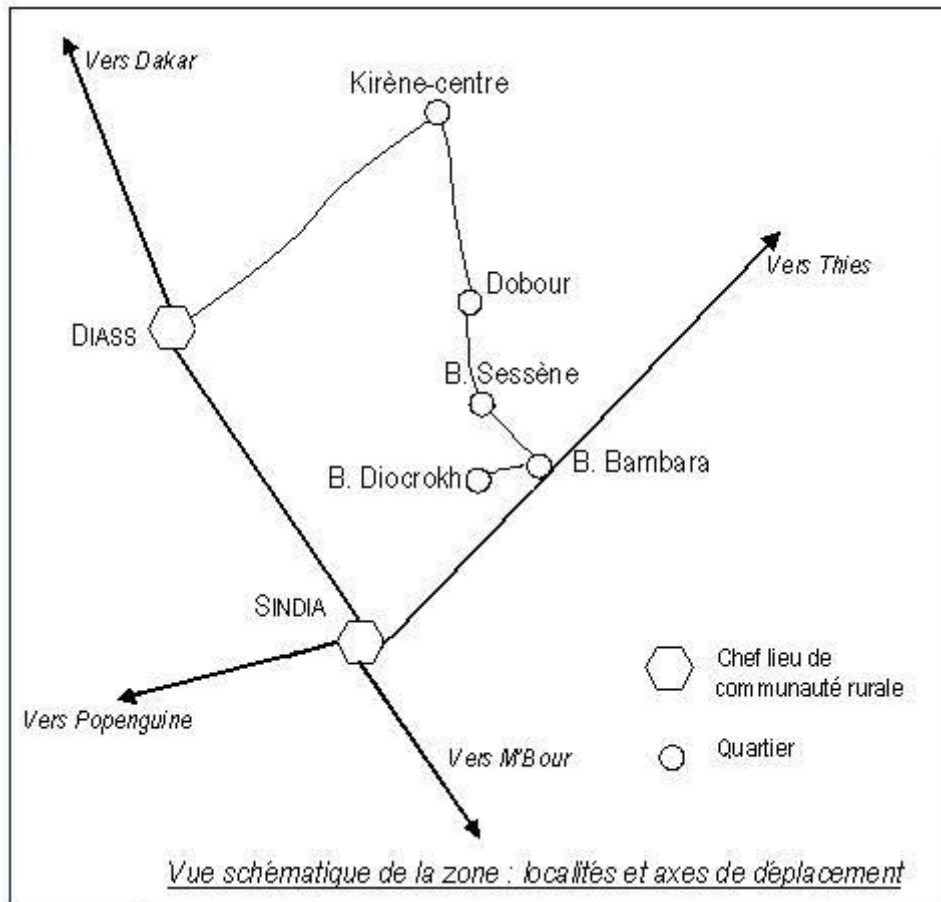
Elève en première année au Département Mathématique de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan.

De plus, à l'occasion de son stage d'étude à l'Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar à partir du 29 mai 2003, un quatrième membre de Solidarité Normalienne se rendra dans les villages de Bandia et de Dobour. Il s'agit de :

➤ **Julien Seigneurbieux**, 22 ans,

Elève en deuxième année au Département EEA (Electronique, Electrotechnique & Automatique) de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan.

Quelques repères...



1. L'école de Dobour

1.1 Rappel des motivations de la construction

Jusqu'à l'année dernière, les enfants de Dobour étaient peu scolarisés. Nous avons d'ailleurs plus de difficultés à communiquer avec les femmes de Dobour qu'avec celles de Bandia, où l'école a été implantée avant la décolonisation. Les deux écoles les plus proches de leur village, celle de Kirène et celle de Bandia, se trouvent tout de même à plus de 3 kilomètres. Cette distance est longue pour des enfants de six ou sept ans, âge du début de la scolarisation, surtout pendant la saison sèche, où les enfants rentrent chez eux sous un soleil au zénith, marchent pieds nus sur le sable brûlant. La construction d'une école à proximité du village s'avérait donc nécessaire pour mettre le village au même niveau que ses voisins.

1.2 Le chantier

A la fin du mois de mars, l'argent nécessaire à la construction de l'école est viré par transfert bancaire sur le compte de Saliou Diouf, collaborateur de Solidarité Normalienne, afin de permettre aux villageois de commencer les travaux avant notre arrivée.

La cérémonie de pose de la première pierre a lieu le dimanche 30 mars, avant notre arrivée, en présence de l'inspecteur départemental, M. Bassirou Mar, du président de l'association des parents d'élèves, Assane Ciss, de la présidente du GIE, Madjiguène Ciss, de Saliou Diouf, et tous les gens du village. Une cassette vidéo a été tournée à cette occasion. Cette cérémonie est l'occasion, entre autre, pour l'inspecteur de rappeler la mise en place de cours de religion, destinés à détourner les enfants des écoles coraniques et à inciter les parents à envoyer les enfants dans la nouvelle école. La cérémonie se termine avec des danses traditionnelles.

Les travaux commencent dès après cette cérémonie, et avancent à un rythme soutenu. Lorsque nous arrivons, soit une dizaine de jours après le début des travaux, les murs sont déjà érigés, les toilettes bien entamées, et seuls manquent le toit, la finition du sol et des murs et l'ameublement. Toutes les briques nécessaires aux bâtiments, à savoir la classe et les toilettes, sont déjà fabriquées, celles qui restaient à notre arrivée étant toutes destinées aux toilettes. Lors de notre passage sur le chantier, les hommes creusaient la fosse septique et s'attelaient à l'édification des murs des toilettes. Lorsque nous avons quitté Dobour, une semaine après cette première visite, celles-ci aussi étaient pratiquement achevées. A l'heure actuelle, deux mois et demi après le début des travaux, l'école est presque terminée, il ne manque que le revêtement au sol et des travaux de peinture. Un des membres de Solidarité Normalienne, actuellement en stage à Dakar, se rend occasionnellement au village et nous tient informé de l'avancée des travaux.

Le devis et les plans ont été effectués par Oumar Tine, ingénieur urbaniste originaire de Dobour et travaillant à Dakar. C'est lui qui supervise les travaux. Il passe tous les week-ends à Dobour pour surveiller le chantier. Une équipe de maçons originaires du village mène les travaux, tout en se faisant aider – physiquement ou parfois moralement – par de nombreux

adolescents ou jeunes hommes du village dans leurs tâches. Les maçon profitent de leur temps libre : week-ends et jours fériés, durant lesquels ils reviennent de Dakar où ils sont employés pendant la semaine, pour travailler sur le chantier de l'école. Leur journée dure de 9h le matin à 18h avant la tombée de la nuit.

N'ayant pas de compétences en maçonnerie et vu que les villageois se sont très bien organisés aussi bien pour la distribution du travail que l'acheminement et l'achat des matériaux, nous n'avons pas eu besoin de nous impliquer personnellement dans le chantier.

L'école n'étant pas terminée, nous n'avons pas pu assister à l'inauguration de l'école, mais un lot de matériel scolaire (stylos et règles fournis par le Crédit Mutuel « Espace Rhéna ») a été laissé au président de l'association des parents d'élèves de Dobour pour être distribué en guise de cadeau ce jour là.

1.3 Une école qui fonctionne déjà

La classe de CI a débuté dès le mois d'octobre 2002, dans un abri provisoire (il s'agit d'une maison en construction, à laquelle on a ajouté un toit provisoire), prêtée par un homme du village, Demba Sène. Un instituteur, Daouda Sène, a été nommé par l'inspecteur avant la construction de l'école. Daouda Sène était précédemment directeur de l'école de Kirène. Nous avons eu l'occasion d'assister à un cours de cette classe : les conditions d'enseignement sont très précaires.

Malheureusement l'effectif de la classe est relativement faible : 27 élèves scolarisés au lieu des 41 annoncés. Les raisons de cet écart sont restées confuses et plusieurs facteurs ont pu s'ajouter :

- L'instituteur a dû refuser des élèves du fait de leur trop jeune âge, la scolarisation débutant à six ans. Certains parents trichent sur l'âge de naissance de leurs enfants (les actes des états civils étant modifiables). Les enfants sont scolarisés précocement ce qui nuit à leur scolarité car ils n'ont pas la maturité pour suivre les enseignements. D'ailleurs, de toute évidence, trois élèves du CI de Dobour manquent de maturité et sont vraisemblablement dans ce cas de figure.
- D'autres élèves, comptés dans la liste des 41 dont nous disposions, ont pu commencer leur scolarité dans l'école de Bandia ou Kirène une année plus tôt que la normale et poursuivent leur CP dans la même école.
- Quoi qu'il en soit, le bâtiment où avaient lieu les cours de la classe provisoire était particulièrement petit, et aurait difficilement pu contenir beaucoup plus d'élèves.

Malgré les conditions matérielles difficiles, l'instituteur est satisfait de son année et de celle de ses élèves.

1.4 L'avenir de l'école

L'équipement mobilier actuel est dans un triste état. L'inspecteur départemental nous a promis d'organiser une collecte auprès des écoles du département pour équiper celle de Dobour avec du matériel superflu. Cette solution ne nous convainc guère car elle risque de priver d'autres écoles d'un matériel utile. Nous resterons vigilants sur ce point au moment de la mise en service de l'école.

Le terrain choisi pour la nouvelle école est très vaste : il permet aux enfants de profiter d'un grand terrain de jeu et laisse la possibilité d'agrandir l'école. La question de l'extension de l'école n'est pas prévue pour le moment, compte tenu du faible effectif de la classe. La situation pourra être réévaluée au regard de la rentrée 2003. L'implantation d'une école à Dobour pourrait entraîner de nouveaux équilibres au niveau de la carte scolaire de la zone, en

particulier compte tenu des effectifs pléthoriques de l'école de Bandia dont le CI est cette année à double flux¹.

Vue du bâtiment en travaux

¹ Le système de classe à double flux permet de pallier au manque d'enseignants et au surnombre d'élèves : la classe est divisée en deux cohortes, chacune ayant cours alternativement le matin ou bien l'après midi.

2. Les activités en marge de la construction de l'école : actions concrètes, suivis de projet ou rencontres

Si la construction de l'école de Dobour a été l'aspect le plus important, financièrement parlant, de l'action de Solidarité Normalienne, deux éléments – les nombreux liens et le passé riche en projets avec de multiples structures au niveau de Bandia, Kirène et Diass d'une part, et la capacité des Dobourois à entreprendre sérieusement et de façon autonome un projet d'autre part- ont justifié une faible implication personnelle des membres présents sur le terrain au niveau du chantier même de l'école. Cela leur a laissé tout loisir de rencontrer de nombreuses personnes, tant pour assurer le suivi des actions passées, que pour ancrer ou coordonner les actions de Solidarité Normalienne avec les initiatives de développement existant par ailleurs ou pour envisager d'éventuels nouveaux projets.

C'est pour cela que le deuxième paragraphe de ce compte rendu est le plus nourri. Les différentes actions seront d'autant plus détaillées qu'elles auront été sources de difficultés.

2.1. Projets de développement économique

2.1.1. Le GIE de Dobour

Rappel de la situation :

En 2001, suite aux missions préparatoires précédentes, Solidarité Normalienne a octroyé un prêt d'un montant de 2 291 090 FCFA² au GIE Menco de Dobour pour l'achat d'un **moulin à mil**. Ce projet avait deux objectifs : d'une part libérer les femmes d'un travail épuisant et pénible pour leur permettre de se lancer dans de nouvelles activités, d'autre part, donner aux femmes une première expérience de gestion et de conduite d'un projet d'auto-développement. L'idée d'un microcrédit était apparue comme la plus adaptée car elle stimule et responsabilise considérablement les femmes.

Après deux années de fonctionnement, le bilan que dresse Solidarité Normalienne est extrêmement positif. Pendant les quelques jours passés à Dobour, les femmes n'ont cessé de nous faire remarquer combien la présence du moulin dans le village même avait changé leur rythme de vie. Beaucoup d'entre elles profitent du temps dégagé par le moulin pour se rendre à M'Bour, chef-lieu du département et y pratiquer des activités de petit commerce. Chaque jour, les femmes déposent leur calebasse de grain au moulin. Un homme du village vient démarrer la machine tous les matins et assure le contrôle de l'état de la machine, puis l'une des femmes moule le grain tandis que l'autre mesure chaque calebasse, note dans un cahier les quantités moulues, et encaisse l'argent. Une dizaine de femmes fréquente le moulin par matinée.

Le tenue du cahier de gestion est exemplaire : conformément à la convention qui nous lie au GIE, chaque mois, les femmes notent la quantité de grain moulu par jour, les bénéfices, les frais d'essence et de fonctionnement, les pannes survenues. A ce titre, cette première expérience de gestion est un succès pour les femmes.

Malheureusement, la rentabilité financière avait été surestimée par les femmes. Le remboursement du prêt devait se faire initialement sur deux années. Les bénéfices de la première saison (juillet 2001 – juin 2002) se sont élevés à 312 200 FCFA³. Lors du passage de Solidarité Normalienne en 2002, plusieurs pistes pour accélérer le remboursement avaient été étudiées. Améliorer les marges de rentabilité financière du moulin était cependant difficilement envisageables. Le volume du mil moulu est déjà maximal dans la mesure où les femmes du GIE ne sont plus autorisées à moule le mil au pilon depuis que le moulin existe. Par ailleurs, il ne serait pas souhaitable d'augmenter le prix du kilo de mil moulu car cela pourrait avoir des conséquences importantes sur l'équilibre financier des foyers les plus modestes. En outre, il n'y a pas de marge de manœuvre possible sur les charges du moulin qui ne sont constituées que des consommables. Les meunières ne perçoivent pas de rémunération.

Les femmes s'étaient mises d'accord pour lancer une nouvelle activité génératrice de revenus, afin de soutenir le remboursement du moulin. Il s'agissait de la constitution d'une banque de céréales. Le principe était d'acheter du mil au moment des récoltes quand son prix

² Env. 3490 € ; rappelons que 1 FRF = 100 FCFA ou encore 1 € = 656,579 FCFA

³ Env 480 €

est au plus bas, et de le revendre à son plus haut prix pendant la période de soudure (de juillet à septembre) qui précède les nouvelles récoltes. Une sécheresse grave a sévit pendant cette saison, si bien que dans toute la communauté rural il n'y a pas eu de récoltes et le prix du mil est resté à son plus haut niveau. Par conséquent la banque n'a pas pu être lancée. Une seconde solution retenue pour rembourser le prêt était d'augmenter les cotisations à 2 000 FCFA⁴.

Situation à ce jour :

C'est dans ce contexte difficile que les membres partis cette année ont fait le point avec les femmes sur le remboursement. Compte tenu de la détermination des femmes à nous rembourser le plus vite possible, pour tenir leur engagement et pouvoir se lancer dans de nouveaux projets, il a fallu trouver un point d'équilibre entre fermeté, fidélité à l'idée de microcrédit d'une part et prise en compte de la situation exceptionnelle, et des possibilités réelles de remboursement des femmes d'autre part. Sur la période juillet 2002-mars 2003, les bénéficiaires s'élèvent à 149 990 FCFA. Les bénéficiaires de cette année sont un peu moindres que ceux de l'année passée, car un nouveau moulin s'est installé en septembre dans la communauté rurale et certaines femmes qui venaient des villages les plus éloignés délaissent le moulin de Dobour. Selon les dires des femmes, il semblerait cependant que Dobour soit en train de reconquérir des parts de marché. De plus, à raison de 56 femmes dans le groupement, l'apport par cotisation se monte à 112 000 FCFA. Contrairement à l'année précédente, il a été convenu que le GIE commence à rembourser le prêt, car le système bancaire sénégalais nous semblait peu fiable. De plus, le paiement de cette première traite encourage les femmes qui voient leur dette diminuer. Une première somme de 300 000 FCFA a été restituée. Il reste environ 250 000 FCFA sur le compte bancaire du GIE, ce qui leur permettra de faire face à d'éventuelles pannes du moulin et d'initier la banque de céréales cette année. Signalons ici l'empressement que les femmes ont mis à satisfaire notre demande : il leur a fallu se rendre à trois (présidente, trésorière et trésorière-adjointe) à la banque à M'Bour, ce qui représente une demi journée de perdue pour elles, ce qu'elles ont fait dans un délai de deux jours. Pour le moment, cet argent est placé sur le livret A de Solidarité Normalienne et les intérêts annuels contribueront au remboursement.

Cet aperçu détaillé de la situation financière ne doit pas obscurcir outre mesure la vision globale du projet. Il faut garder à l'esprit qu'à ce jour le moulin fonctionne bien, rend de grands services aux femmes et surtout dégage du profit. La tenue des cahiers de comptes est remarquable. La motivation, le sérieux et l'intégrité des femmes de Dobour, comparés aux relations qu'a pu avoir Solidarité Normalienne avec ses partenaires du Sud à d'autres endroits, sont vraiment exceptionnels. Le choix de passer par un microcrédit était audacieux car il lançait un défi supplémentaire. Aujourd'hui, il s'agit de ne pas se décourager si le remboursement doit prendre quelques années de plus que prévu, mais bien de voir les retombées positives, directes et indirectes, que représente ce moulin pour le village de Dobour.

⁴ Env. 3 €

Le fils de l'imam, Issa Sène, Oumar Tine, Madjiguène Ciss
et le président du forum local de développement

2.1.2. Le GIE de Bandia Cessène

Rappel de la situation :

De même qu'à Dobour, Solidarité Normalienne avait accordé un prêt d'un montant de 4 432 070 FCFA aux femmes du GIE de Bandia Cessène pour l'achat d'une batteuse à mil.

Sur la saison 2001 – 2002, l'activité de la batteuse a généré un bénéfice de 142 000 FCFA. Ce bénéfice était largement inférieur au bénéfice initialement prévu (1 100 500 FCFA) et sur lequel se basaient les estimations de remboursement sur quatre ans de la batteuse.

De longues analyses des causes de ce mauvais résultat avaient conduit à mettre en avant les facteurs suivants :

Facteurs conjoncturels :

- La formation de la Sismar pour l'utilisation de la machine a été effectuée tardivement (2 heures le 2 décembre 2001, soit un mois après le début de la récolte et ainsi un mois sur trois perdu).
- Cette formation était de mauvaise qualité (et rapide, deux heures), ce qui fait que la personne formée ne savait pas comment régler le tamis pour le sorgho. Ne sachant pas comment entretenir la machine et n'ayant en particulier pas de notion sur son cycle de graissage, l'entretien de la batteuse n'a pas été performant ce qui a vraisemblablement été la cause de la rupture de la courroie et du roulement.
- En outre le matériel ayant été livré sans son équipement d'attelage, les manipulations occasionnées (le transport de la batteuse se fait sur une charrette sur laquelle il faut monter puis descendre la batteuse dès lors qu'on ne dispose pas des brancards prévus pour faire rouler la batteuse) ont certainement fatigué le matériel. Ce matériel d'attelage a été réclamé auprès de la Sismar.
- La panne liée à la rupture de la courroie et au roulement a conduit à l'inutilisation de la batteuse pendant plus de 20 jours. Le coût de la réparation de cette panne a été supportée par le GIE auquel la Sismar, par l'intermédiaire du technicien de Pout, Ibrahima N'Dong), ne répondait pas. La panne a occasionné une dépense de 28 650 FCFA (décomposée en 15 000 de roulement, 3 650 de clef et de graisse, 8 500 de courroie et 1 500 de transport). Un jeune du village mécanicien à Dakar a effectué cette réparation sans se faire dédommager de ses prestations.
- Un conflit d'intérêt a conduit les deux machinistes à exiger des femmes une rémunération importante.
- Le cheval utilisé pour la traction de la machine, offert par l'Imam, est mort.
- Aucune communication en direction des villages voisins n'avait été effectuée.

Facteurs structurels :

- Une batteuse concurrente a également démarré ses activités sur la zone et a concurrencé en prix la batteuse de Bandia dans de nombreux villages. Alors que Bandia avait fixé un prix de 1500 FCFA par Kg, la batteuse concurrente offrait ses services pour 1200 FCFA par Kg. Bandia doit s'ajuster sur ce prix ce qui rendra d'autant plus longue la période de remboursement.
- La gestion d'une batteuse à mil est nettement plus complexe que celle d'un moulin à mil, de l'avis de la monitrice rurale Mme N'Doye, consultée sur ce sujet. Elle nécessite en particulier de mettre en œuvre des outils de gestion de la clientèle, des plans d'organisation des tournées etc. Les rentrées financières sont ainsi moins importantes que prévu.

Si la première campagne de remboursement n'a pas été à la hauteur des prévisions, il reste néanmoins positif qu'elle ait été l'occasion pour les femmes du GIE de Bandia de diversifier leurs connaissances en gestion grâce aux réflexions approfondies sur la gestion de la batteuse en particulier et sur la gestion d'un projet économique en général.

Pour corriger l'action néfaste des différents facteurs précédemment évoqués, un certain nombre d'actions correctrices avait été programmées :

- Accord avec les machinistes autour d'une rémunération juste. Celle-ci a été fixé à 150 FCFA par quintal (1 quintal = 100 kilos) de mil battu en sus du prix du déplacement (nourriture et thé dans le cas où ils ne seraient pas fournis pas les villages visités). Les techniciens demandaient l'année passée 300 FCFA par quintal battu soit le double des techniciens de la batteuse concurrente (rappel, le prix de vente des services de la batteuse est de 1250 FCFA par quintal ce qui comprend le prix de l'essence et des réparations !). Les techniciens nous ont fait remarqué que le salaire d'un journalier en période de récolte s'élevait à 1 000 FCFA (mais les hommes ne trouvent pas toujours de place pour se faire employer tous les jours pendant la période de battage...).
- Planification d'une tournée des GIE des villages environnants
- Mobilisation de recettes extérieures à celle de la batteuse pour le remboursement de celle-ci. Les femmes ont ainsi décidé d'une cotisation annuelle de 2 000 FCFA (300 FCFA par mois augmenté de 200 FCFA en nature). Elles avaient retenu le même principe lorsqu'elles avaient remboursé leur moulin
- Accord de la Sismar de livrer des brancards et d'effectuer une formation complémentaire.

Situation à ce jour

Arrivée sur place, la mission de cette année a eu la très désagréable surprise de constater que la saison a été catastrophique pour les récoltes, et qu'aucune céréale n'a pu être récoltée sur la communauté rurale cette année en raison de l'absence de pluie. Cette information a été confirmée partout où les membres ont pu passer. Un indicateur indirect mais révélateur corrobore les faits : alors que traditionnellement le nombre de consultation à la case de santé de Bandia Cessène passe d'une vingtaine par mois en période sèche à plus de 200 en période de pluie (période propice au paludisme), l'année passée, à peine 45 consultations ont été enregistrées au plus fort de la saison. Dans ces conditions, on comprend aisément que la batteuse n'ait pas fonctionné.

La réunion tenue avec les femmes du GIE a tout de même permis de faire le point sur les mesures envisagées l'année d'avant.

- Des contacts ont commencé à être pris auprès des autres villages pour faire connaître l'existence de la batteuse à Bandia
- Les femmes, de leur propre initiative, ont l'intention d'organiser une fête folklorique dont les bénéficiaires contribueront au remboursement du prêt
- Un champ collectif sera créé pour y cultiver des melons, des pastèques ou du niébé (sorte de haricot)

A notre grande satisfaction, les hommes présents lors de la réunion ont spontanément proposé leur aide pour les travaux des champs. Ce nouvel état d'esprit nous rassure car l'association craignait de voir naître des tensions entre hommes et femmes. Le projet de batteuse concernant en premier lieu les femmes, les hommes auraient pu se sentir délaissés par Solidarité Normalienne. Dans leurs déclarations, les hommes ont souligné leur volonté d'être eux aussi les « pionniers du développement » et de ne pas laisser les femmes se débrouiller toutes seules.

L'association a insisté pour démarrer le remboursement d'une première partie de la batteuse, sur les bénéficiaires de l'année passée et les cotisations de l'année en cours. Le remboursement interviendra au mois de juin ce qui permettra d'y inclure les bénéficiaires de la fête folklorique. Cette mesure permet de rappeler aux femmes de Bandia que la batteuse reste un prêt, et qu'il ne faut pas qu'elles relâchent leurs efforts pour la faire fonctionner et la rembourser.

2.1.3 La Sismar

Le dernier point à régler était d'obtenir de la SISMAR, l'entreprise qui a fabriqué la batteuse de Bandia et le moulin de Dobour, la tenue de ses engagements. Avant l'arrivée de la mission, à trois reprises, des personnes du village s'étaient rendues à l'usine à Pout pour obtenir enfin la livraison des brancards sans succès si ce n'est des promesses. Il était impératif que le bon exemple soit donné par l'association et que les membres présents se montrent

fermes voire féroces avec l'entreprise, car jusque là les femmes de Bandia n'avaient pas osé être assez revendicatrices -du fait de leur statut de femme et par méconnaissance des accords passés entre Solidarité Normalienne et la SISMAR-, et parce que les relations policées, entretenues entre Solidarité Normalienne et le SISMAR par fax interposés, n'avaient pas donné satisfaction.

Un déplacement à l'usine de Pout le jeudi 17 avril 2003 a permis de rencontrer d'abord le responsable technique, Ibrahima N'Dong, et finalement le directeur général, Moussa Gueye, et son directeur technique, Ibra Seck, en présence de Djibril Ciss, représentant du GIE de Bandia Cessène, et Madjiguène Ciss, présidente du GIE de Dobour. Cette réunion a permis de débloquent la situation et d'exposer dans le détail les points sur lesquels la SISMAR n'avait pas tenu son rôle :

- livraison du brancard (dispositif d'attelage pour transporter la machine),
- formation suffisante des hommes chargés de faire fonctionner la machine (deux journées complètes)
- remboursement des frais qui auraient du être couverts par la garantie.

De plus, ayant constaté un problème sur le réservoir du moulin de Dobour, Solidarité Normalienne a demandé et obtenu son remplacement à titre de geste commercial.

Un engagement écrit sur ces différents points nous a été fourni par la Sismar. Il permettra aux femmes d'appuyer si besoin leur demande pour la formation qui leur est due. En effet, la formation doit intervenir au moment où il y a du grain à battre, c'est-à-dire à l'époque des récoltes au mois d'octobre. Le lendemain, une équipe de techniciens a été dépêchée dans les deux villages. Ils ont examiné les deux machines et ils ont promis de livrer les brancards au début de la semaine d'après. Le matériel a finalement été livré après deux coups de téléphone, l'un à l'usine le jeudi 24, l'autre sur le portable du directeur général le samedi 26 avril.

2.1.4. L'abri à céréales

L'abri à céréales a été construit comme prévu à proximité du moulin et du local pour ranger la batteuse de Bandia Cessène. Il est attenant au local du moulin. Il évitera à l'avenir aux femmes qui viennent faire moudre ou battre leurs céréales, parfois de loin, de devoir attendre leur tour sous la pluie et permettra d'entreposer le mil déjà moulu au sec.

La construction a pu démarrer grâce à la présence de Saliou Diouf, collaborateur de Solidarité Normalienne de longue date. Un virement avait été fait vers son compte bancaire ce qui lui a permis de lancer la construction. A notre arrivée, nous avons eu le plaisir de trouver un bâtiment presque prêt, déjà couvert et lissé. Il ne restait qu'à l'équiper de porte et fenêtres. Nous avons pu emporter les factures (présentées en annexe) des premiers achats. Le montant partiel s'élève à 197 200 FCFA. Il reste 73 800 FCFA prévus pour la porte et la fenêtre. Soulignons la rapidité et l'autonomie du groupement, qui s'est entièrement chargé de construire le bâtiment.

L'abri à céréale, ausculté de près par Saliou Diouf

2.1.5 Le GIE de Bandia M'Bambara

Les activités de ce GIE ont démarré en 1995 et sont principalement tournées vers la couture. Solidarité Normalienne avait déjà aidé ce GIE en 1999 à s'équiper d'une première machine à coudre. L'année d'après, l'association ADEN, l'association sœur de Solidarité Normalienne, qui regroupe les normaliens du campus de Ker Lann près de Rennes, avait procédé à une commande de vêtements pour soutenir leur activité.

Une deuxième machine a été achetée par le groupement grâce à un crédit. Celui-ci est désormais remboursé mais il faut encore transformer la machine – électrique- en l'adaptant à une table à pédale. Par ailleurs, une formation en couture a été démarré en septembre 2000 et concernait quinze femmes du groupement. D'une durée théorique de trois ans, cette formation a été suspendue en novembre 2002 par manque d'argent pour payer la monitrice (15 000 FCFA par mois). La formation complète donne lieu à un diplôme qui permet aux femmes de se faire embaucher plus facilement dans un atelier. Les femmes n'ont actuellement que peu d'activité : quelques commandes par mois qui leur permet de gagner autour 2 000 FCFA par commande, selon le travail à faire. Généralement les tissus sont fournis par leurs clients. Leur demande d'aide porte sur deux points : transformation de la machine électrique et reprise de la formation couture.

Afin de soutenir leur activité, Solidarité Normalienne a procédé à une commande de vêtements. Notre démarche a essayé d'être aussi didactique que possible. En effet, contrairement aux autres groupements avec lesquels nous travaillons, les femmes n'ont par exemple pas l'habitude de tenir un cahier de gestion. Aussi, nous leur avons demandé d'évaluer leurs tarifs compte tenu de leur salaire et des dépenses de petit matériel, nous leur avons laissé le temps de convenir entre elles les prix, nous avons dressé avec elles un bon de commande et établi des factures en bonne et due forme. Le montant de la commande s'élève à 44 500 FCFA. Il revient entièrement au GIE, puisque le tissu a été acheté et choisi par nos soins à Dakar. Pour ne pas surévaluer leur travail par rapport au marché local et pour ne pas tomber dans l'assistanat, les bénéfices réalisés par Solidarité Normalienne sur la vente en France ne seront pas rendus directement aux femmes, mais viendront tout naturellement alimenter de nouveaux projets.

La commande effectuée par Solidarité Normalienne ne permettra certes pas de couvrir les frais d'une année de formation, mais l'association voulait d'abord mettre à l'essai le GIE sur une petite commande et évaluer la quantité de vêtements qu'elle est en mesure d'écouler.

Bilan de la commande

DESIGNATION	QUANTITE	TISSUS	FABRICATION	PRIX UNITAIRE
-------------	----------	--------	-------------	---------------

« Gaawa fu djanga ekool ! Va vite apprendre à l'école ! »
Solidarité Normalienne
Compte rendu d'activité : projet Sénégal 2003

		(PAR UNITE)	(PAR UNITE)	DE VENTE
Jupes portefeuille	20	2 000 FCFA	1 000 FCFA	8 €
Pantalons	7	2 000 FCFA	1 000 FCFA	8 €
Chemises	7	2 000 FCFA	1 000 FCFA	8 €
Sacs	15	200 FCFA	700 FCFA	4 €
TOTAUX		71 000 FCFA	44 500 FCFA	332 €

Bénéfice pour Solidarité Normalienne : 155 €

2.2 La santé

2.2.1 La Case de Santé de Bandia Cessène

La case de Santé de Bandia Cessène, issue de la collaboration de Solidarité Normalienne, est l'une des réalisations dont l'association est la plus fière. Equipée en matériel et dotée en médicaments par nos soins il y a quelques années, la case a aujourd'hui acquis son autonomie financière et dégage, outre le renouvellement du stock de médicaments, de petits bénéfices qui permettent par exemple de payer l'organisation de mini-conférences (location de matériel de projection vidéo, etc) ou de couvrir les frais de garde des malades les plus démunis. La case est dirigée par son président, Issa Sène qui s'occupe de la gestion administrative. Deux matrones, Ami et Diarra, dispensent les soins. Elles sont supervisées par l'infirmier du district de Penguine qui visite la case une fois par mois.

Le cahier de consultation est toujours aussi bien tenu. Les différentes rubriques - date, nom, adresse, température, diagnostic, prescription - sont remplies avec application. Sur le même modèle, le cahier de médicament garde une trace de toutes les sorties de médicament ainsi que de leur prix de vente. Tous les achats sont consignés dans le cahier de dépenses.

Le principal problème à l'heure actuelle consiste à évacuer rapidement des patients en cas de besoin. Des ambulances sont disponibles entre Sindia et M'Bour et il est possible de contacter l'ambulancier par téléphone portable. La demande d'Issa porte sur un portable qui permettrait, à la charge des patients, de prévenir les secours. Par ailleurs, la case manque de petit matériel et de matériel d'accouchement. Cette requête avait déjà été formulée en 2002, mais nous avons confié la demande à l'association des ressortissants et amis de Bandia en France (ARABAF). Visiblement, cette demande n'a pas pu être traitée. Nous prendrons contact avec la présidente de l'ARABAF pour savoir où en est leur association au sujet de cette action et le cas échéant nous reprendrons la main.

Séance de vaccination collective des nourissons

Nous avons prévu de construire un mur autour de la case de Santé. Actuellement, les bêtes et les enfants peuvent s'approcher jusqu'aux fenêtres de la case. Le mur servira à assurer le calme des malades, la discrétion lors des accouchements et protégera les panneaux solaires installés à cotés de la case. Le premier devis dont nous disposons, réalisé par Issa, s'élevait à 517 € mais ne nous paraissait pas sérieux. Nous avons donc sollicité Oumar Tine, ingénieur urbaniste chargé de superviser les travaux de l'école de Dobour. Son nouveau devis, s'il a le mérite d'être fait dans les règles de l'art, nous a surpris par son montant élevé : 1345 € (875 100 FCFA). A ce jour, l'association ne s'est pas encore prononcée au sujet de ce mur. En cas de construction, les frais seraient pris en charge sur les fonds propres de Solidarité Normalienne.

Un lot de plusieurs centaines de préservatifs a été offert à la case. Lors de la mission d'avril, les membres présents ont eu l'agréable surprise d'apprendre que la case revendait une

cinquantaine de préservatif tous les mois. Or un reste de préservatifs issus de manifestations antisida en France avait été généreusement offert à Solidarité Normalienne, en prévision d'action de sensibilisation. Ces préservatifs ont été acheminés en juin et pourront être utiles au village de Bandia.

La case de santé

2.2.2. Le poste de santé de Kirène

De passage à Kirène, le groupe a rendu une visite de courtoisie au poste de santé du village. Construit grâce à la coopération canadienne, le poste de santé de Kirène est enfin entré en fonction. (Lors de la visite de membres de Solidarité Normalienne en 2001, le poste semblait avoir été construit pour rester à l'abandon). Le bâtiment est divisé en deux ailes : l'une pour les soins, l'autre pour les accouchements et est équipé de nombreuses salles (10 au total) : salle d'accouchement, salle de repos, salle d'examen, pharmacie, bureau de l'infirmier, salle de garde, toilettes, etc. Le bâtiment est largement sous utilisé, tant au niveau des salles vides, que des éviers rutilants présents dans tous les pièces dont les robinets sont désespérément secs, faute d'alimentation du réservoir.

L'infirmier, rémunéré par l'Etat, dispose d'un logement de fonction à côté du poste. Il est aidé par trois matrones, payées par les bénéficiaires du poste (les tarifs des actes de santé sont conventionnés et fixés pour tout le district de Popenguine, il faut compter par exemple 2 500 FCFA pour un accouchement). Le poste reçoit entre 10 et 20 patients par jour et a assuré 37 accouchements sur les 6 premiers mois de fonctionnement.

Le poste dispose de l'électricité, il est alimenté par des panneaux solaires disposés sur le toit. Malheureusement leur puissance ne suffit pas à alimenter le réfrigérateur pourtant présent dans le poste. Les vaccins sont donc conservés dans les glacières et ne sont livrés que le jour de la séance de vaccination. L'un des problèmes cruciaux que rencontre la case est le problème d'adduction d'eau. Une pompe à main permet certes d'alimenter un réservoir surélevé qui communique aux robinets mais cette pompe a un maniement difficile et fonctionne mal. Elle n'est pas utilisée. L'eau est puisée à la main à un autre puit et transportée par bassine jusqu'au poste.

2.3 L'éducation

2.3.1 L'école de Bandia

L'école actuelle compte 6 classes (CI⁵, CP, CE1, CE2, CM1, CM2). Les classes ont été construites une à une entre 1959 et 1995. Elles sont dans un très mauvais état. Le toit

⁵ Le CI, ou cours d'initiation, fait partie intégrante du cursus scolaire sénégalais et remplace l'école maternelle.

menace de s'effondrer dans beaucoup d'entre elles. Le logement de fonction des instituteurs est d'ailleurs en ruines. L'école ne dispose pas de toilettes, ce qui est le plus gros problème pour cette structure qui compte plus de 350 élèves. Dans les classes règne une ambiance « Jules Ferry ». Nous sommes reçu par Mamadou Diène, instituteur et bibliothécaire, et Balla Sy, le directeur de l'école qui nous font visiter chaque classe. Nous sommes accueillis en chansons chez les plus petits, parfois certains esquissent quelques pas de danse.

A la suite d'un partenariat avec une ONG belge, l'école de Bandia a pu être équipée d'un robinet alimenté par le système de pompage sur groupe électrogène qui dessert Bandia M'Bambara. Cela permettra d'ouvrir un jardin maraîcher à l'école et d'initier les enfants aux techniques agricoles.

Jumelage entre une classe de CE1 en France et à Bandia :

A la demande de l'instituteur du CE1 de l'école Pierre Demont à Fontenay-sous-Bois (94), Solidarité Normalienne a mis en contact la classe française avec le CE1 de Bandia. Au mois de mars 2003, un membre de Solidarité Normalienne, Saliou Diouf, s'est rendu dans la classe française pour présenter aux enfants le village et l'école de Bandia. Lors de notre visite à Bandia, nous nous sommes faits les porte-parole de l'école de Fontenay pour solliciter officiellement un partenariat et nous avons déposé un premier colis de lettres que les enfants français avaient écrit à leurs correspondants. En retour, avant notre départ, la maîtresse du CE1 nous a confié les lettres réponses des Bandiatois. Nous avons aussi profité de notre présence à Bandia pour prendre en photo les enfants et l'école.

La bibliothèque :

L'école dispose depuis 1998 d'une bibliothèque construite et équipée par Solidarité Normalienne. La bibliothèque est à la disposition de tout le village. Il arrive même que des personnes plus éloignées la fréquentent. Néanmoins, il faut reconnaître que l'essentiel de sa fréquentation est constitué des enfants de l'école. La cotisation que payent les abonnés (100 FCFA pour les écoliers et 300 FCFA pour les abonnés extérieurs) à l'école est trop faible pour acheter de nouveaux ouvrages et ne suffit qu'à couvrir les frais de fonctionnement.

Un complément d'annales au certificat de fin d'étude et concours d'entrée en sixième⁶ a été acheté cette année pour un montant total de 102 730 FCFA⁷ (cf facture en annexe). Les annales ont été obtenues auprès de la librairie Claireafrique et ont été choisies en notre compagnie par Mamadou Diène, responsable de la bibliothèque et instituteur au CI. Lors de

⁶ La scolarité normale débute à 7 ans avec le CI. Pour intégrer le collège, les élèves doivent être âgés de moins de 14 ans et passent un concours. Seuls les meilleurs élèves sont pris, selon le nombre de places disponibles. Le certificat de fin d'études est décerné à ceux qui obtiennent la moyenne.

⁷ Env. 158 €

notre passage dans l'école, quelques jours plus tard, une partie des manuels achetés était déjà en usage dans les classes.

Il était prévu que nous procédions à la réparation du système d'éclairage solaire lors de notre séjour. Malheureusement, sur place, les avis des différentes personnes rencontrées étaient contradictoires et n'étant pas compétents en électronique, nous n'avons pas pu connaître les causes réelles de la panne. Le système complet sera examiné par Saliou Diouf et Julien Seigneurbieux, membres de Solidarité Normalienne et par ailleurs spécialisés dans le domaine de l'électrotechnique, aidées par ???[nom de l'agence que connaît Saliou]?. Les frais afférents seront pris en charge par Solidarité Normalienne.

L'école et la bibliothèque organisent parfois des fêtes (par exemple les Journées culturelles à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le 4 avril). Les bénéfices alimentent la coopérative scolaire et permettent par exemple de payer le déplacement des élèves pour passer les concours d'entrée en sixième à Sindia.

Remise officielle des annales, avec Mamadou Diene et Balla Sy

2.3.2 L'école de Kirène

Etant donné que les élèves qui fréquenteront la nouvelle école construite à Dobour se rendaient auparavant à l'école de Kirène ou Bandia, il nous a semblé naturel de faire une visite de courtoisie à Kirène. Nous sommes accueillis par M. Abdoulaye Senghor, le directeur de l'école, qui nous fait visiter son établissement. Tout comme à Bandia, nous sommes reçus dans certaines classes en chanson. Les classes sont en très mauvais état. L'école compte environ 240 écoliers et dispose d'un cycle complet (6 classes du CI au CM2). Actuellement, grâce à la coopération japonaise, deux nouvelles salles de classes sont en construction : elles viendront remplacer les salles les plus vétustes. M. Senghor nous fait part de son souhait de voir naître une correspondance entre son école et une école française. Plusieurs écoles françaises ont d'ores et déjà été contactées et seraient intéressées par un tel échange.

2.3.3. Les cours d'alphabétisation en sérère

Sur une initiative lancée par l'association Kiyaa-Ki, des cours d'alphabétisation en sérère ont été lancés sur les villages de Dobour et Bandia Cessène. Les cours sont dispensés par des jeunes femmes originaires du village et formée par l'association. Ils s'adressent aux femmes qui n'ont jamais (ou pas assez longtemps) fréquenté l'école. Un superviseur passe visiter les classes une fois par mois environ. Chaque leçon est organisée autour de l'apprentissage d'une lettre, elles commencent par la lecture de syllabes puis de phrases entières, elles se poursuivent avec des exercices d'écriture.

Curieux de connaître les motifs pour apprendre à lire et écrire si tardivement (les âges des apprenantes se répartissent uniformément entre 25 et 50 ans), les femmes nous ont confiés qu'elles voulaient compenser le retard qu'elles ont pris en n'allant pas à l'école et approfondir leur connaissance de leur langue maternelle, afin de mieux la transmettre à leurs enfants (durant les leçons, les plus anciennes femmes transmettent de nouveaux mots aux plus jeunes).

La langue enseignée est le safène, une des trois langues parlées par l'ethnie sérère. Elle est parlée principalement dans les départements de Thiès, M'Bour et Rufisque. La codification de la langue n'est pas encore définitive, sa forme actuelle date d'environ trois ans. De nouvelles lettres ont du être inventées pour rendre compte des différents sons rencontrés.

La classe de Bandia Cessène nous demande un petit appui en terme de matériel scolaire (cahier, crayons, craie). Pris entre le désir de soutenir concrètement une initiative que nous jugeons très positive et le refus de la solution précaire de l'assistanat, nous avons convenu de laisser à leur monitrice une cinquantaine de stylos fournis par le crédit mutuel de Herrlisheim (Bas-Rhin).

Classe d'alphabétisation à Dobour

2.3.4 La case des tous petits de Diass

En 2002, des membres de Solidarité Normalienne avaient rencontré une monitrice rurale en charge de la case des tous petits de Diass. Cette structure, actuellement indépendante de l'état, joue un rôle équivalent aux écoles maternelles françaises. Elle est installée dans un bâtiment qui devait servir initialement de foyer pour les femmes de la communauté rurale de Diass. La case compte actuellement une cinquantaine d'enfants : les trois niveaux, petits, moyens et grands sont mélangés dans la même salle. La case manque cruellement de matériel : à peine quelques chaises et tables données par l'UNICEF sont disponibles. Du coup, les enfants ne peuvent dessiner ou participer à des activités de bricolage qu'à tour de rôle. Les enfants maîtrisent quelques rudiments de français et sont sensibilisés à des thèmes comme l'hygiène par exemple. Nous avons eu droit à quelques chansonnettes pour apprendre à bien se laver et quelques récitations.

Afin de soutenir l'action de la case dans la mesure de nos moyens, nous avons décidé d'aider symboliquement la case et nous avons organisé une collecte de jouets durant l'année. Deux cartons pleins de petits jouets, de peluches et de jouets d'éveils ont été réunis. Nous les avons officiellement remis lors de notre passage à Diass.

Les enfants de la case des tous petits

2.4. Les acteurs du développement dans la communauté rurale de Diass.

2.4.1. Le conseil communautaire

Soucieux d'inscrire les activités de Solidarité Normalienne au sein des initiatives de développement présentes sur la communauté rurale de Diass et afin d'en donner la meilleure lisibilité possible, les membres de la mission se sont rendus à la maison communautaire de Diass afin de rencontrer le président du conseil rural, ses deux adjoints ainsi que quelques conseillers. La communauté rurale est en effet l'échelon le plus bas dans la division administrative du pays. La communauté rurale est l'équivalent de la commune en zone urbaine. On y trouve les services de l'état civil, du cadastre, etc. Le budget annuel est dérisoire : 40 000 000 FCFA (61 500 €) pour 19 villages et environ 30 000 habitants. Malheureusement, sur la trentaine de conseillers élus, seuls quelques uns savent lire, écrire et comprennent le français. Le fonctionnement du conseil repose donc essentiellement sur le travail de quelques personnes.

Nous commençons par remercier le conseil de l'octroi d'un terrain pour la construction de l'école à Dobour et nous remettons une plaquette de présentation du projet. Notre discussion porte essentiellement sur deux points : l'accès à l'eau et l'éducation. Parmi

les projets de la communauté rurale figure le forage de deux puits : l'un à Bandia Cessène, l'autre à Tchiki. Dans ces deux villages l'accès à l'eau est actuellement insuffisant. Sur le plan de l'éducation, le conseil nous présente son plan local de développement triennal (2004-2007). Ce plan n'a qu'un mérite, celui d'exister. Il catalogue les besoins en terme de locaux nécessaires et actions générales à entreprendre mais il reste largement mal réfléchi, imprécis, vague et manque d'imagination. Son coût, évalué à 1 443 000 000 FCFA, soit 2 220 000 €, donne à penser que seule une partie infime de ce plan pourra être réalisée en trois ans.

La communauté rurale de Diass était jumelée avec la commune de Ste Savine en France. Ce partenariat est aujourd'hui tombé à l'abandon. La communauté recherche de nouveaux partenaires. Les conseillers et le président nous sollicitent pour faire connaître cette demande en France.

2.4.2 L'association Xun Pang

L'association Xun Pang (« s'unir et travailler ») est une structure de développement qui couvre les 19 villages de la communauté rurale de Diass. Créée en 1992, elle est issue du jumelage de la ville de Ste Savine dans l'Aube et la communauté rurale de Diass. L'association devait prendre le relais des autorités politiques au niveau de la société civile pour impliquer davantage les populations à ce partenariat. L'association est en cours d'évolution et cherche à professionnaliser ses activités.

L'association est administrée par un comité de gestion. Cet organe est appuyé par une équipe d'une petite dizaine d'animateurs ruraux, qui travaillent jusqu'à présent bénévolement. L'association fédère les fora de développement existant dans chaque village ou quartier (et présidés généralement par les chefs de village), eux même regroupés, à un niveau intermédiaire, par zone inter villageoises.

Depuis 1997, grâce à l'appui financier de Ste Savine (5 000 000 FCFA par an), de nombreuses actions ont pu être réalisées (forage de 3 puits, mise en place de 4 cases de santé, construction d'une salle de classe au collège de Diass, d'un foyer de jeunes à Popenguine). Trois études ont aussi été commanditées par Xun Pang : celles-ci portent sur le potentiel fruitier de la communauté rurale de Diass, sur le patrimoine culturel saffène et le potentiel touristique et sur l'érosion et la gestion des ressources naturelles dans la communauté rurale.

Avec l'appui de Dynaentreprise (société de consulting), l'association a gagné en qualité. Des formations en comptabilité, marketing, mais aussi technologie du vetiver (plante utilisée pour la lutte contre la déforestation), transformation du neem (arbuste local dont les fruits peuvent être utilisés pour la confection de savon, huile, pesticide...), transformation et conservation des fruits et légumes (en particulier : mangues) ont été dispensées aux membres de l'association.

L'association a contribué à la création de plus d'une trentaine de GIE (groupement d'intérêt économique) de femmes. Leur nombre est passé de 3 à 36 depuis la fondation de Xun Pang. Par ailleurs, plus de 80 clubs d'épargne et de crédit se sont mis en place dans la communauté rurale de Diass. Regroupant une quinzaine de personnes, ces clubs permettent

d'attribuer un crédit à tour de rôle aux membres du club à partir de la somme collectée. L'un des projets de Xun Pang est de fédérer ces clubs en une mutuelle d'épargne et de crédit.

Parmi les réalisations de Xun Pang figure un programme de radio communautaire. Equipé par l'Unesco Yaoundé d'un poste émetteur radio, Xun Pang diffuse quotidiennement une série d'interviews, bulletin d'information et programme de musique au cours de la soirée. Xun Pang est aussi à l'origine du point de rendez-vous des maraîchers.

Le partenariat (et donc la subvention) avec Ste Savine ayant été dénoncé suite à un changement de majorité politique dans la ville française, l'association Xun Pang cherche aujourd'hui à lancer des activités génératrices de revenu (AGR) pour subvenir à ses coûts de fonctionnements et financer ses propres projets. Un premier projet est prêt à être lancé : il s'agit d'une boulangerie communautaire. Actuellement, il n'existe pas de boulangerie sur toute la communauté. Cette boulangerie donnerait du travail à 65 personnes. Nous avons emporté un exemplaire de la plaquette de présentation du projet. Le coût total s'élève à 64 191 067 FCFA⁸ : 10% seraient financés par Xun Pang, les 90% restants par un prêt (les tableaux d'amortissement figurent dans la plaquette). Xun Pang recherche actuellement des bailleurs de fonds, prêts à accorder un tel prêt.

D'autres idées pour des AGR font partie des projets à moyen terme de l'association. On notera par exemple la mise en place d'une unité de transformation du neem, la mise en place d'une unité de transformation fruitière ainsi que d'une structure pour commercialiser ces produits.

Compte tenu de nos compétences et de notre taille, nos possibilités d'aide et d'appui sont limitées par rapport aux besoins de Xun Pang, mais l'envie d'aider – symboliquement – cette association ne nous manque pas. Nous sommes d'ailleurs sollicités pour l'équipement informatique de l'association (ordinateur & imprimante). Leur président nous demande aussi de ne pas hésiter à mettre Xun Pang en contact avec d'autres ONG.

⁸ Env 97 800 €

3. Le bilan financier

Seul le bilan des dépenses effectives et relatives au projet est ici présenté :

- Les frais personnels (transport, hébergement, nourriture, frais de santé et de visa) sont pris en charge par chaque membre individuellement et ne sont pas repris ici.
- Le reste des dépenses (dernière tranche des travaux de construction de l'école, réparation du panneau solaire à la bibliothèque, construction du mur de la case de santé) sera pris en charge par Solidarité Normalienne.

DEPENSES		
<i>Date</i>	<i>Motif</i>	<i>Montant</i>
29.3.03	Ecole de Dobour (1 ^{ère} tranche)	1 000 000 FCFA
29.3.03	Abri à céréales	271 000 FCFA
12.4.03	Achat des annales (1 ^{ère} partie)	55 230 FCFA
14.4.03	Achat des annales (2 ^{ème} partie)	47 500 FCFA
14.5.03	Ecole de Dobour (2 ^{ème} tranche)	700 000 FCFA
	TOTAL	2 073 730 FCFA soit 3 183 €

RECETTES	
<i>Mode de financement</i>	<i>Montant</i>
Bourse de l'ENS Cachan	1 500 €
Aide du CRIJ	1 500 €
Autofinancement Solidarité Normalienne	183 €
TOTAL	3 183 €

4. Perspectives

La suite de l'action de Solidarité Normalienne dans la région de Bandia et de Dobour peut prendre divers aspects.

4.1. Suivis des projets du moulin et de la batteuse :

À Bandia comme à Dobour, le calendrier de remboursement des prêts n'a pas pu être tenu. Cependant les deux GIE concentrent beaucoup d'énergie pour rembourser le plus vite possible. Nous continuerons à suivre ces deux projets jusqu'à la fin c'est-à-dire jusqu'au remboursement total du prêt. La situation actuelle justifie la collaboration entre Solidarité Normalienne et les GIE :

- Solidarité Normalienne peut encourager et stimuler les femmes.
- Solidarité Normalienne, élément extérieur au village, peut engager, par sa présence, les villageois à réfléchir sur leur propre conduite et peut pointer du doigt ce qui fonctionne mal.
- Solidarité Normalienne peut agir avec souplesse : menés avec une banque dans le cadre conventionnel d'un prêt, les projets auraient été un échec car le calendrier de remboursement n'aurait pas pu être adapté et rééchelonné.
- Solidarité Normalienne, de part son statut d'ONG occidentale, peut appuyer les démarches des femmes, sans toutefois se substituer au rôle des partenaires du Sud. Cela a été le cas pour le contentieux avec la SISMAR.

À court terme, ni Solidarité Normalienne ni les GIE de Bandia et de Dobour n'envisagent de nouvelles actions communes, chacun considérant qu'aucun projet ne peut être commencé tant que ceux qui sont en cours ne sont pas terminés. Comme prévu dès le début du projet, l'argent remboursé, et reversé pour le moment sur un compte de Solidarité Normalienne, sera réinvesti dans le développement du GIE de Bandia (en ce qui concerne le remboursement de la batteuse) et dans celui de Dobour (pour le moulin).

4.2. Le problème de l'eau :

L'accès à l'eau potable est redevenu une préoccupation majeure des habitants de Bandia Cessène. À plusieurs reprises les villageois, mais aussi le chef du village, nous ont fait part de ce problème. Le village dispose de deux puits. L'un d'eux a été équipé avec une pompe à pied en 1999 par Solidarité Normalienne, mais continue à fonctionner en parallèle avec la méthode traditionnelle. Ce puit est extrêmement sollicité, il fonctionne du lever au coucher du soleil et les femmes sont obligées de faire la queue pour se servir. Le second puits est plus éloigné du village et de capacité plus faible. A cause de son expansion démographique, le quartier de Cessène est aujourd'hui confronté à des limitations d'accès à l'eau.

Le conseil de la communauté rurale de Diass est conscient de ce problème et a décidé de faire forer un puits près du village. Cependant, cette solution apparaît comme précaire et déjà dépassée, si on l'a comparé à la situation des deux autres quartiers de Bandia. A Bandia Bambara, grâce au soutien d'une ONG Belge, des bornes fontaines ont été implantées dans le village et sont alimentées grâce à un groupe électrogène. A Bandia N'Diorokh, le bruit court que la communauté rurale de Sindia, dont dépend ce quartier, installera un système d'adduction d'eau à partir du forage de Sindia.

Parmi les possibilités d'aide au développement, le problème de l'adduction d'eau figure certainement en première place, d'autant plus qu'un accès facile à l'eau libère les femmes et les jeunes filles d'un travail contraignant et épuisant, et permet aux unes de se lancer dans de petites activités lucratives, qui profitent à tout le ménage, et aux autres de fréquenter l'école avec sérieux. Mais avant toute intervention, ce sujet demande réflexion et concertation, surtout avec les autorités, qui ont décidé de prendre en charge ce problème : Quelle peut être la meilleure façon d'agir ? Comment de ne pas créer de trop gros déséquilibres entre villages proches au niveau de l'accès à l'eau ? Quelles sont les solutions les plus viables, et à la fois économiques, respectueuses de l'environnement et tournées vers l'avenir ?

La réserve d'eau de toute une famille

4.3. Un projet de miellerie :

Durant l'année, Solidarité Normalienne avait reçu une demande d'aide de la part d'apiculteurs de Bandia. Cette demande, assez embrouillée, demandait de sérieux éclaircissements et recadrages. Compte tenu des informations obtenues sur place lors de notre rencontre avec les apiculteurs et de l'ampleur de la demande, aucune action n'a été entreprise par Solidarité Normalienne, la mission de ce printemps nous a simplement permis de comprendre ce qui nous été demandé.

Il existe à Bandia trois groupes qui font de l'apiculture. Ils ont créé une association afin de monter une coopérative de miel et collectiviser toutes les activités de transformation : de l'extraction à la vente du miel.

Les trois groupes :

- ❖ La plus ancienne initiative est celle d'Abdou Seck. Sa structure, SenAbeille, regroupe 5 hommes des trois quartiers de Bandia. Il possède 80 ruches. Abdou Seck a suivi de nombreuses formations (auprès d'un belge, d'un professeur de français et du ministère de l'élevage) et détient plusieurs diplômes. Il est président de l'association des apiculteurs et est assurément l'homme le plus compétent en terme d'apiculture à Bandia. C'est un homme plein d'initiative. Il dispose d'un réseau de contacts à l'extérieur de Bandia pour

vendre son miel. Il possède un maturateur et un extracteur 4 cadres européen. Il produit son propre miel et en plus rachète celui produit par les femmes à 1800FCFA/ Kg (environ 250 kg l'année passée). Il a vendu entre 700 et 800 Kg l'année passée.

- ❖ Le GIE des femmes de Bandia existe depuis 1999. Il a été subventionné par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Les femmes ont été formées par des techniciens vietnamiens engagés par la FAO dans le cadre d'une coopération Sud-Sud. Il y a des femmes des trois villages. Ce sont des femmes des GIE déjà existants : chaque groupement envoie cinq femmes. Le GIE possède 220 ruches. La responsable est Fatou Loum, présidente du GIE de Bandia N'Diorokh. Comme les femmes ne peuvent pas aller chercher les ruches dans la forêt car elles sont trop lourdes, deux hommes les aident dans cette tâche. Quant à leur matériel, elles ont deux extracteurs à deux cadres de fabrication locale, des bassines et des tamis. Les femmes ont vendu dans le village entre 450 et 550 Kg (en plus de ce qu'elles ont vendu à Abdou Seck).

- ❖ Le dernier GIE est celui des hommes. Les hommes viennent des trois quartiers. Le GIE a été créé en 2002. Son Président est Mamadou Faye. Il est subventionné lui aussi par la FAO et les apiculteurs ont été formés par les Vietnamiens. Pour l'instant, le groupement compte 7 personnes. Ils ont une cinquantaine de ruches en fonction sur une centaine au total. Ils ont le même matériel que les femmes. Leur activité vient à peine de démarrer, de ce fait ils n'ont produit que 108 Kg.

Le projet : une coopérative

Les trois groupes se sont réunis au sein d'une association afin de développer le potentiel apicole de Bandia. Jusqu'à présent chacun utilise un matériel plus ou moins adapté. Pour augmenter la productivité les GIE voudraient créer une coopérative de miel, ce qui permettrait de s'équiper collectivement de matériel adéquat. Pour le moment, les groupements travaillent avec un matériel sommaire dans des conditions inadaptées, ce qui cause beaucoup de pertes et de dégâts sur les alvéoles lors de l'extraction et ralentit le cycle de production.

La miellerie aurait l'exclusivité de la vente de la production. Par contre, les ruches resteraient la propriété de chaque adhérent, et les bénéfices seraient distribués au pro rata de la production de chacun.

Les besoins sont de deux types : immobiliers et matériel. D'une part, il leur faudra un local fermé et isolé par des moustiquaires. Actuellement, les apiculteurs travaillent de 19h à 2h, pendant que les abeilles dorment. D'autre part, il faudra équiper la miellerie de matériel adapté, i.e. de matériel européen, coûteux, et introuvable dans le pays.

Une ébauche de fonctionnement nous a été exposée par les apiculteurs. Pour récolter le miel d'un des GIE, tous les apiculteurs iraient chercher les ruches. Le personnel de la coopérative (à priori les femmes) s'occuperait de la transformation et du conditionnement du miel. Le premier GIE paye ce travail en fonction du nombre de kilos de miel traité. Après

avoir vendu le miel, la coopérative reverse une partie de ses recettes au GIE (toujours en fonction du nombre de kilos de miel fourni par celui-ci), paye les personnes qui ont travaillé à la transformation du miel, entretient le matériel et se réapprovisionne en fourniture (bocaux, étiquettes, etc. ...). Bien sûr, nombre de détails restent à discuter.

En compagnie d'Issa Sène, Abdou Seck et Mamadou Faye

Une bonne initiative :

Nous nous sommes réjouis de voir les différents GIE se rassembler. L'idée peut être prometteuse, mais demande à être plus approfondie. En particulier, il faudrait pouvoir comparer leur projet à des structures déjà existantes, voir s'il n'en existe pas d'autre près de Bandia, étudier le marché et les possibilités de vente, doter l'association d'une organisation juridique et pratique robuste, etc.

Tableau récapitulatif

	Groupe ou structure	Situation en 2003	Perspectives
Dobour	Ecole de Dobour	Classe provisoire dès octobre 2002 Construction en avril 2003	Suivi de la rentrée en septembre 2004
	GIE de Dobour	Remboursement de la première partie du prêt	Suivi de l'entretien du moulin et du remboursement. Mise en place de la banque de céréales.
Bandia	Ecole de Bandia	Apport d'annales à la bibliothèque	
	GIE de Cessène	Construction de l'abri à céréales Remboursement de la première partie du prêt	Suivi de la prochaine campagne de battage (formation de la Sismar, mise en place des tournées). Organisation du champ collectif et de la fête folklorique.
	Case de santé	Don de préservatifs	Apport en petit matériel
	Cours d'alphabétisation	Don de stylos	
	GIE de Bambara	Commande de vêtements	Reprise de la formation de couture Transformation de la seconde machine à coudre
	Association d'apiculture	Prise de contact	Construction d'une miellerie sous réserve d'une étude sérieuse du projet et de son acceptation par l'association
Kirène	Ecole de Kirène	Visite de courtoisie	Mise en place d'une correspondance avec une école française
	Poste de santé de Kirène	Visite de courtoisie	
Diass	Conseil rural de Diass	Visite de présentation	Jumelage avec une grande ville française
	Association Xun Pang	Visite de courtoisie	Equipement informatique Appui auprès de grands bailleurs de fond pour leur projet de boulangerie
	Case des tous petits Diass	Don de jouets et peluches	

Remerciements :

Nous remercions tout d'abord nos partenaires financiers : l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, par le biais de la Commission de la Vie Interne (CVI) et M. Thierry Okias ; la ville de Cachan, par l'intermédiaire de son Comité des Relations Internationales et Jumelages (CRIJ). Nous remercions également Mme Sylviane Audet, directrice du service de la communication de l'ENS, qui nous donne accès au service de reprographie de l'école, et M. Vincent Kientz, président du Crédit Mutuel Espace Rhéna, qui nous a fourni du matériel scolaire pour la nouvelle école. Merci à tous ceux qui nous ont aidés directement ou indirectement.

La collaboration avec Saliou Diouf nous a été très précieuse, tant pour ses conseils pour la bonne conduite de notre mission, ses explications sur le mode de fonctionnement et le mode de pensée du pays, que pour son dévouement constant pour la réussite de nos projets et son implication personnelle : nous lui sommes très reconnaissants. Merci à Oumar Tine qui met tout son professionnalisme à notre disposition pour nous préparer les devis et suivre consciencieusement les chantiers. Merci aux maçons et à tous ceux qui les ont aidés à construire l'école. Merci aux villageois de Bandia et Dobour qui nous ont accueillis comme des princes. Merci plus particulièrement à Issa et Djibril qui nous ont servi de guides, d'interprètes au besoin, et qui ont été plus que de charmants compagnons de voyage. Merci enfin à Khadi, Diarra et Madjiguène pour leur bons thiéboudiènes – riz au poisson – et autres plats ainsi que leur agréable compagnie.

La classe provisoire

Annexes

Annexe I :
Factures abri à mil

Annexe II :
Engagement écrit de la SISMAR

Annexe III :
Factures de la librairie Clairafrique

Annexe IV :
Certificat de remise des livres,
Bibliothèque de Bandia

Annexe V :
Certificat de remise des jouets,
Case des tous petits de Diass

Annexe VI :
Bon de commande et facture pour les vêtements,
GIE de Bandia M'Bambara